

L'appropriation du développement durable par les États modernes

Le cas de la coopération internationale au Brésil

Cette recherche part de l'opposition entre développement moderne (l'utilisation de grands projets implantés par l'État et son système d'experts devant permettre à une nation de se développer, au besoin contre ses populations locales) et développement durable (fondé sur la participation, la multivocalité, l'alliance de l'économique, du social et de l'environnemental et la mondialisation des problèmes et des solutions). Le développement moderne étant largement antérieur au durable, l'articulation par un État particulier de deux notions si opposées ne peut être conçue que comme l'appropriation de certains principes de durabilité dans une logique fondamentalement moderne, appropriation que la coopération internationale peut venir renforcer ou empêcher, mais pas fondamentalement modifier.

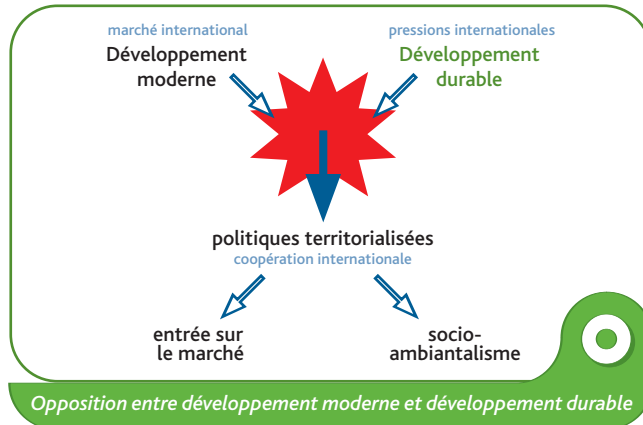
Il s'agit ici d'étudier la manière dont se fait cette appropriation dans le cadre d'un grand pays moderne, le Brésil, très concerné par le développement durable du fait de la présence sur son territoire de la plus grande partie de la forêt amazonienne – et à ce titre aussi très concerné par la coopération internationale. Notre recherche comprend une recherche épistémologique (conceptions de la durabilité au Brésil), de sciences politiques (suivi de politiques particulières) et le suivi de populations touchées par le développement durable, en nous interrogeant à chaque fois sur le rôle joué par la coopération internationale.

On observe que l'alliance entre développement durable et développement moderne s'est réalisée autour de la définition des politiques publiques par «territoires», séries d'entités spatialement délimitées qui permettent de prendre en compte la diversité des situations, d'assurer une stabilité juridique aux populations qui se voient reconnaître un pouvoir sur un territoire

et d'offrir un cadre de «participation» avec les représentants territoriaux.

Intéressante parce qu'elle offre un cadre inédit d'application des politiques publiques, la territorialisation des politiques publiques ne saurait suffire à faire du développement durable : c'est ce qui est fait à l'intérieur des territoires qui devient important. C'est à ce niveau-là qu'apparaît la coopération internationale. Bien que difficile à lire, nous proposons deux pistes de lecture pour en démêler l'écheveau complexe :

- une coopération suivant les canaux classiques, traduisant les politiques à l'intérieur des territoires en marchandisation des produits et stabilisation des populations ;
- une coopération plus multiforme, se fondant sur un élément essentiel pour comprendre le développement durable au Brésil : l'importance du «socio-ambientalismo», qui correspond à la fois à une conception des rapports homme / milieu et à un mouvement social structuré et ayant diffusé dans toutes les couches de la société. Il est le fondement sur lequel se développe l'appropriation de la durabilité, qui explique une grande partie du succès et les oppositions auxquelles cette notion se heurte. Fondée sur la



Opposition entre développement moderne et développement durable



Troupeau d'agriculteurs familiaux région de la Transamazonienne, Pará, Brésil

notion de milieu, elle est potentiellement essentielle pour le développement durable.

Le premier aspect, déjà connu, ne fera pas l'objet d'un traitement particulier. Le second aspect, plus innovateur, constitue le cœur de l'étude et est le thème du séminaire organisé dans le cadre de ce programme et du colloque international prévu à l'automne 2007.



Le cas de la coopération internationale au Brésil

Coordinateurs

Vincent Berdoulay, Professeur, Université de Pau et des Pays de l'Adour, UMR SET et *Xavier Arnaud de Sartre*, Chargé de recherches, CNRS, UMR SET.

Membres de l'équipe

Rosa Acevedo Marin, professeur, Université Fédérale du Pará (Brésil), Département de Hautes Études Amazoniennes ; *Christophe Albaladejo*, chargé de recherches, IRD, UR Intervention publique, espaces et sociétés ; *Nicolas Bautes*, post-doctorant, UMR SET; *Adaise Govêa Lopes*, doctorante, Université de Pau et des Pays de l'Adour / Université Fédérale du Pará ; *Jacques Lolive*, chargé de recherche, CNRS, UMR Société Environnement Territoire ; *Neusa Pressler*, doctorant, Université fédérale du Pará ; *Aquiles Simões*, doctorant, Université de Toulouse 2 / Université Fédérale du Pará ; *Romain Taravella*, doctorant, École Nationale du Génie Rural des Eaux.

Méthodologie

Il est difficile de considérer qu'un pays puisse mener «une» politique de développement durable. Sa politique est plutôt le fait de pratiques multifformes que notre regard remet en ordre. Pour cette mise en ordre, nous étudions différents niveaux, repris ici ci-dessous.

Dans le domaine épistémologique, nous nous interrogeons sur la manière dont le milieu scientifique s'est saisi de la notion de durabilité, en particulier la manière dont les sciences sociales se sont saisies du socio-ambientalisme.

Concernant la presse, nous nous interrogeons aux discours auxquels l'Amazonie et le développement durable donnent lieu

– en utilisant des revues de presses nationales et internationales et en consultant quelques-uns des principaux sites Web sur l'Amazonie. Une thèse de doctorat est centrée sur ce thème.

Pour les politiques publiques, nous avons pris le parti de réaliser un zoom progressif de deux politiques particulières depuis les plus hautes instances fédérales à une région particulière, en passant par les différentes échelles étatiques et «territoriale». Il s'agit d'une part de la politique de création d'unités de conservation, fer de lance du développement durable pour le gouvernement Lula, et en particulier de la politique menée dans le sud-ouest de l'État du Pará ; d'autre part de la politique de territoires ruraux, menée par le ministère du développement agraire et visant à permettre un développement rural par l'agriculture familiale, en particulier dans le cas de l'État du Pará. Les différentes influences exercées par le regard ou la coopération internationale attirent ici notre attention – influences qui peuvent être réelles ou fantasmées.

À l'échelle locale, nous nous interrogeons sur la manière dont différentes populations restées à l'écart de la modernité reçoivent ces politiques publiques. Nous interrogeons en particulier des projets de développement durable précis : le projet des Maisons familiales rurales de la région de la Transamazonienne (destinées aux agriculteurs familiaux, ces MFR sont considérées comme le fer de lance du développement durable dans cette région centrale du développement durable) ; les politiques menées auprès de populations traditionnelles (noirs marrons ou populations riveraines) touchées par les unités de conservation.

Tous les résultats sont discutés dans le cadre d'un séminaire en vue de la préparation d'un colloque international.

